

douté spoliés de la sorte par le gouvernement. — Le comble en ces ridicules agissements de l'autorité sectaire, c'est l'assignation à comparaître devant le conseil départemental, lancée contre plusieurs supérieures d'écoles, sous l'accusation d'*ingérence électorale*. Or, toute l'ingérence électorale dont ces religieuses sont accusées, c'est d'avoir fait prier leurs élèves « pour que le bon Dieu accorde à la France de bons représentants. » Autrefois, on disait qu'en France le ridicule tue. Ce n'est sans doute plus vrai.

Par un décret du 28 juin dernier, le gouvernement a illégalement ordonné la fermeture de 125 écoles tenues par des religieux ou religieuses. L'exécution de cette mesure s'est faite immédiatement, et parfois avec des procédés révoltants. Il fallait, en certains endroits, quitter la maison, même à l'entrée de la nuit, sans avoir seulement un quart d'heure pour se préparer à voyager.

Et, durant ce temps-là, devant maints tribunaux, il y a des douzaines d'anciens religieux assis sur les bancs des criminels pour répondre à l'accusation de n'avoir pas assez cessé d'être religieux, bien qu'ils aient fait leur possible pour cela.

C'est donc la persécution formelle contre la religion catholique. Et malheureusement tout indique qu'elle n'est encore qu'à son début. Il est impossible de prévoir à quelles extrémités l'on se rendra en cette voie diabolique.

Ce qui se passe en France, à l'heure actuelle, on n'est pas surpris de voir dans l'histoire que les peuples barbares l'ont plusieurs fois pratiqué. Mais il est sans exemple que, chez une nation civilisée, l'on ait jamais poursuivi avec une rage pareille des personnes que leur dévouement porte à soigner les malades, à nourrir les orphelins et à élever dans la pratique du bien les enfants des classes pauvres. Qui aurait jamais pensé que notre chère France serait la première à entrer dans une voie si monstrueuse !

Ah ! les Anglais n'ont pas besoin de s'effrayer quand nous affirmons si énergiquement notre nationalité française ! Nous les prions de croire plus que jamais que pour rien au monde les Canadiens-Français ne voudraient dépendre du gouvernement de la République française.